

## PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

## Les prix risquent d'augmenter encore

**Des augmentations de prix peuvent être enregistrées durant l'année 2017, estime l'enseignant en économie à l'Université de Tizi-Ouzou, Mohamed Achir, en raison de trois facteurs : l'inflation, la dévaluation du dinar ainsi que les restrictions sur les importations. Des hausses qui toucheront essentiellement les produits importés.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Qualifiant les augmentations des prix de «vertigineuses», M. Achir n'en estime pas moins que l'attitude des commerçants démontre avant tout la «faiblesse de l'État». Et de souligner que ces commerçants profitent souvent de ce genre de situations pour augmenter leurs prix. Selon lui, le problème est avant tout d'ordre structurel. «Il y a des monopoles qui contrôlent les grandes chaînes de distribution, du port jusqu'au petit commerce», a-t-il dit appelant à organiser le système de distribution et généraliser la facturation. Car, sans facturation, «on ne peut déterminer ni les coûts ni les prix».

A rebours de ce que pense M. Achir, l'expert en économie, Ferhat Aït Ali ne prévoit pas de nouvelles augmentations des prix des produits de consommation dès lors que les commerçants ont anticipé toutes les augmentations en les amplifiant, bien avant la mise en application de la loi de finances. Par contre, il estime qu'il y aura un effet inverse sur les citoyens dans les mois à venir. Il explique que les citoyens

se sentant de plus en plus «pressurisés» ils feront des choix «obligés», qui ramèneront beaucoup de produits à des prix plus bas qu'avant.

«Les marges des commerçants n'ayant jamais été contrôlées ni plafonnées par l'État, ce qui est normal dans un marché libre, les capacités de paiement des ménages sont mises à rude épreuve par les commerçants qui trouvent chez ces ménages un excédent économisé sur d'autres produits soutenus, ainsi l'argent censé payer le lait à sa vraie valeur finit dans la banane à une fausse valeur, mais une fois que tous les excès auront ramené les gens à une consommation plus réaliste avec leurs revenus réels et au reclassement des priorités, la plupart des produits dont l'augmentation subite ne doit rien à cette loi de finances, seront plus ou moins boycottés faute d'argent en surplus et reviendront à leur véritable valeur», analyse cet expert. Selon lui, l'économie nationale est déstructurée par un faux mode de consommation boosté dans le mauvais sens, au détriment de la production locale soumise à toutes les contraintes,



Les commerçants ont anticipé toutes les augmentations.

et qui fait que «les moins payeurs en matière fiscale sont toujours les plus rétribués en matière de revenus ou de marges, et ceci à n'importe quelle augmentation de taxes, tout ceci sera revu, non pas par choix mais par contrainte budgétaire aussi bien pour les ménages que pour l'État».

D'après notre interlocuteur, la hausse de 2% de la TVA n'explique en rien la remontée vertigineuse des prix pratiqués à l'orée de l'entrée en vigueur de la loi de finances 2017. «On ne peut pas avancer que 2% de TVA en plus entraîne une ponction énorme dans les revenus des ménages, alors que celle-ci ne représente en tout que 9 milliards de dollars, soit 900 millions DA dans une

sphère économique tournant avec un PIB de 166 milliards de dollars, soit en tout 0,65% du PIB national», estime Aït Ali qui parle de «maldonne» dans les faits, en ce sens que «le gros de la TVA n'est pas perçu par l'État, et normalement rien qu'au port, elle doit rapporter quelque chose comme 8 milliards de dollars, si ce n'étaient les exonérations en tout genre et les fraudes».

Et en tant que charge directe, Aït Ali pense que les 2% de la TVA ne représentent «pas grand-chose» dans des achats de 10 000 dinars car ils ne sont que 200 dinars de plus, mais «en tant que déclencheur psychologique dans l'imaginaire collectif et paravent aux hausses illégales

que l'État ne peut et ne veut pas contrôler en aval, ils ont induit toute la spirale haussière», observe cet économiste. C'est à peu de choses près ce que développe, de son côté, le président de l'Association nationale des commerçants algériens (ANCA), Tahar Boulouar, qui souligne que les deux points de plus sur la TVA sont un prétexte pour les commerçants pour augmenter les prix.

Ainsi, alors que l'incidence financière des 2% supplémentaires sur la TVA, décidée dans la LF 2017, ne doivent guère dépasser 4%, les producteurs, importateurs et les distributeurs ont répercuté des hausses variant entre 12 et 15%. Ceci fait dire à M. Boulouar que si l'on arrive à maîtriser les trois facteurs que sont la spéculation, le monopole et la pénurie, les prix des produits de consommation seront inférieurs à ceux de 2016 ! D'autant plus, a-t-il ajouté, que certaines productions comme les fruits sont en augmentation et que le stock des produits non périssables suffit pour une période de six mois.

De plus, déplore le président de l'ANCA, les commerçants ont augmenté des produits achetés en 2016 avant même l'entrée en vigueur de la LF 2017, ce qui revient à dire que ces hausses sont illégales.

Y. D.

## LÉGUMES ET PRODUITS DE CONSOMMATION DE BASE

## Le marché s'enflamme

**Les augmentations tant appréhendées ont fini par pointer leur nez. Alors que les produits de consommation de base enregistrent de nouvelles augmentations, les légumes, eux, voient leur prix frôler des seuils hallucinants.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - En moins d'une semaine, les prix de la plupart des légumes ont grimpé. Les marchands, eux, soutiennent le contraire. Catégoriques, ils assurent qu'aucune hausse de prix n'a été opérée. Pourtant, les prix affichés témoignent d'une tendance à la hausse sans limites.

Hier, au marché Tnache, à Belouizdad à Alger, la carotte est passée de 50 à 60 dinars le kilogramme et l'indispensable tomate de 70 dinars à 100 dinars. Même tendance à la hausse pour le poivron et le piment proposés à 140 dinars contre 120 dinars, il y a quelques jours. Affichés à 120 dinars, l'aubergine et le chou-fleur ont connu une augmentation respective de 20 dinars et 40 dinars. Quant au concombre, vendu en début de semaine à 100 dinars, il a atteint le prix de 160 dinars le kilo.



Les légumes n'ont pas été épargnés par la hausse des prix.

Si les prix des autres légumes n'ont pas bougé, ils restent tout de même assez élevés. A l'exemple de l'artichaut qui ne descend pas à moins de 100 dinars, de la laitue à 120 dinars, des petits pois à 160 dinars, et de l'haricot à 200 dinars.

Postés depuis quelques minutes devant un étal de légumes, Hamdane et son épouse semblent comparer les prix des légumes. Ils se concertent sur tel ou tel produit tantôt à haute voix, tantôt du regard. «Tous les prix des légumes ont augmenté en ce début 2017. A elle seule, la pomme de terre est passée de 45 dinars à 60 dinars», dira Hamdane. L'air dépité, il ajoute : «Ils sont en train de nous étrangler avec toutes ces augmentations.»

Un constat que sa femme Samia approuve. «Même les légumes secs sur lesquels se rabattent les gens, notamment les familles nombreuses, n'ont pas échappé aux augmentations», dit-elle. Et de poursuivre : «J'ai assisté dernièrement dans une supérette à une scène qui m'a beaucoup touchée. Une vieille femme arrive en caisse et découvre que le sac de légumes secs avait augmenté de prix. Elle demande alors au caissier de le retirer car elle ne pouvait pas se le payer.» Pas très loin de la sortie du vieux marché, dans l'une des ruelles de Belouizdad, Abdelkader et Noueddine, la soixantaine, font une halte papotage avant de rentrer chez eux, en cette froide matinée de vendredi. Leurs sacs de courses

posés à même le trottoir, ils engagent une longue discussion. «Tous les prix ont été revus à la hausse, aucun légume n'a été exclu. Regardez la pomme de terre, son prix a augmenté de 5 à 10 dinars le kilo», dira Abdelkader.

Et à son ami Noureddine d'enchaîner : «Hier jeudi, j'ai fait un tour au marché Tnache et je t'assure que personne n'a acheté quoi que ce soit. Tellement les prix sont trop élevés, ils leur ont laissé toute leur marchandise sur place.»

Quant aux produits de consommation de base, les deux amis s'accordent à dire qu'aucune marchandise n'a été épargnée par les augmentations en ce début d'année 2017.

«Il ne faut pas croire tous ceux qui disent qu'il n'y a pas d'augmentations. Les légumes secs frôlent des prix hallucinants. Avant, mille dinars nous permettaient de faire quelques provisions alors qu'aujourd'hui, cette même somme nous rapporte très peu de choses», souligne Noureddine.

Selon lui, la hausse de 2% de la TVA est loin d'être à l'origine de toutes ces augmentations. «Cet argument ne peut être fiable puisque la grande partie des commerçants n'utilisent pas de factures», explique-t-il.

Ry. N.

## LOI DE FINANCES

2017

## L'impact fiscal expliqué aux entreprises

«L'évolution récente des dispositions fiscales introduites par la loi de finances 2017» est le thème d'un séminaire organisé par l'établissement Egic, un institut spécialisé dans les conseils d'entreprises, au profit des cadres financiers d'entreprises publiques et privées.

La rencontre qui a eu lieu, hier, à l'hôtel El Aurassi a eu à débattre notamment des «fiscalités immobilières et les aménagements apportés dans ce cadre, ainsi que les conséquences des dispositions de la loi de finances sur les contrats en cours d'exécution».

Le séminaire dont le principal intervenant n'est autre que le directeur de la réglementation et de la législation fiscale au niveau du ministère des Finances, en l'occurrence M. Mustapha Zikara, aura également à discuter et à débattre des «mesures de facilitations et de simplifications des démarches fiscales, les mesures d'encouragement à l'investissement».

Au second jour de cette rencontre, le représentant du département des finances aura à expliquer la «problématique des prix de transfert et les perspectives des moyens de lutte contre la fraude fiscale internationale».

A. B.